Supreme Court of Canada / Cour suprême du Canada

(le français suit)

JUDGMENTS TO BE RENDERED IN LEAVE APPLICATIONS

September 29, 2014
For immediate release

OTTAWA – The Supreme Court of Canada announced today that judgment in the following applications for leave to appeal will be delivered at 9:45 a.m. EDT on Thursday, October 2, 2014. This list is subject to change.

PROCHAINS JUGEMENTS SUR DEMANDES D’AUTORISATION

Le 29 septembre 2014
Pour diffusion immédiate

OTTAWA – La Cour suprême du Canada annonce que jugement sera rendu dans les demandes d’autorisation d’appel suivantes le jeudi 2 octobre 2014, à 9 h 45 HAE. Cette liste est sujette à modifications.

-
1. *Fédération des médecins spécialistes du Québec c. Conseil pour la protection des malades, en sa qualité de représentant du groupe et autre* (Qc) (Civile) (Autorisation) ([35872](#))
 2. *Jessica Walker v. Digital Shape Technologies Inc. et al.* (Que.) (Civil) (By Leave) ([35904](#))
 3. *Percy Cain v. Her Majesty the Queen* (N.S.) (Criminal) (By Leave) ([35903](#))
 4. *Helen Kim v. Her Majesty the Queen* (Ont.) (Criminal) (By Leave) ([35899](#))
 5. *Kris Rana v. Her Majesty the Queen in Right of the Province of Ontario* (Ont.) (Criminal) (By Leave) ([35973](#))
 6. *Roberto Amato c. Sa Majesté la Reine* (Qc) (Criminelle) (Autorisation) ([35984](#))

35872 **Fédération des médecins spécialistes du Québec v. Conseil pour la protection des malades, in its capacity as group representative, Nelida Flores Bendezu, in her capacity as designated person** (Que.) (Civil) (By Leave)

Civil liability — Professional liability — Physicians and surgeons — Punitive damages — Class actions — Whether relationship between physician and user is statutory or contractual in nature where care provided in hospital — Whether booking of appointment by health institution based on availability dates provided by physicians can suffice to establish contractual relationship between users and physicians requiring physicians to be present on given date to provide care — In light of role played by institution in hospital planning, whether relationship between physician and health institutions is statutory or contractual — How physicians’ exercise of fundamental freedoms of association, expression and peaceful assembly enshrined in *Charter of human rights and*

freedoms, CQLR, c. C-12, works in context of hospital practice — Whether Court of Appeal erred in reducing number of members of group — Whether Court of Appeal erred in not finding that Fédération had unlawfully and intentionally interfered with dignity of members of group.

In 2002 and 2003, the Fédération des médecins spécialistes du Québec was in conflict with the Ministère de la Santé et des Services sociaux. Among other things, it was demanding better working conditions for its members. The Fédération therefore invited its members to a first study day on November 13, 2002. Except for emergency care, which was provided as if the day were a statutory holiday, many surgeries and medical appointments were therefore postponed throughout the province's health institutions. The event was organized in response to the passage of a special act by the National Assembly, the *Act to ensure the continued provision of emergency medical services*, S.Q. 2002, c. 39, which, in the Fédération's view, undermined the professional independence of physicians. The Fédération later organized two more similar study days on December 2, 2002 and January 16, 2003 using the same model and with the same consequences. Nelida Flores Bendezu, the designated person in the proceedings, was supposed to have an operation on November 13. Since her doctor planned to participate in the study day organized by the Fédération on that date, the hospital notified her on November 12 that her operation was being cancelled and postponed due to her physician's absence. She alleged that the additional wait had caused her stress and pain.

In October 2003, the Conseil pour la protection des malades instituted a class action against the Fédération, criticizing it for organizing three study days that had resulted in surgeries and pre-surgery examinations being postponed and cancelled. It alleged that the Fédération knew that the medical specialists had a duty to provide their patients with care during those three days under the *Charter of human rights and freedoms*, CQLR, c. C-12, the *Act respecting health services and social services*, CQLR, c. S-4.2, and the *Code of ethics of physicians*, but had encouraged them not to comply with that obligation. The Conseil claimed \$7,500,000 in moral and exemplary damages from the Fédération for the members of the group covered by the class action.

December 9, 2010
Quebec Superior Court
(Trudel J.)
[2010 QCCS 6094](#)

Class action allowed in part: Fédération ordered to pay Conseil \$2,500,000 in moral damages and \$2,000,000 in exemplary damages

March 10, 2014
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Pelletier, Morin and Fournier JJ.A.)
[2014 QCCA 459](#)

Appeal allowed in part: number of members of group reduced and award set accordingly at \$837,750; award of exemplary damages set aside

May 9, 2014
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

June 5, 2014
Supreme Court of Canada

Application for leave to cross-appeal filed

35872 **Fédération des médecins spécialistes du Québec c. Conseil pour la protection des malades, en sa qualité de représentant du groupe, Nelida Flores Bendezu, en sa qualité de personne désignée**
(Qc) (Civile) (Autorisation)

Responsabilité civile — Responsabilité professionnelle — Médecins et chirurgiens — Dommages-intérêts punitifs — Recours collectifs — La relation entre un médecin et un usager est-elle de nature légale ou contractuelle lorsque les soins sont dispensés en milieu hospitalier? — La fixation d'un rendez-vous par un établissement de santé sur la base des dates de disponibilités remises par les médecins peut-elle suffire à établir une relation contractuelle entre les usagers et les médecins, qui imposerait à ces derniers l'obligation d'être présents à une date donnée pour dispenser leurs soins? — À la lumière du rôle joué par l'établissement dans le cadre de la planification hospitalière,

est-ce que la relation entre un médecin et les établissements de santé est de nature légale ou contractuelle? — Comment s’articule, dans le contexte de la pratique hospitalière, l’exercice par les médecins de leurs libertés fondamentales d’association, d’expression et de réunion pacifique enchâssées dans la *Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ ch. C-12? — La Cour d’appel a-t-elle erré en réduisant le nombre de membres du groupe? — La Cour d’appel a-t-elle erré en ne concluant pas que la Fédération a porté une atteinte illicite et intentionnelle à la dignité des membres du groupe?

De 2002 à 2003, la Fédération des médecins spécialistes du Québec est en conflit avec le ministère de la Santé et des Services sociaux. Elle réclame notamment de meilleures conditions de travail pour ses membres. La Fédération convoque ainsi ses membres à une première journée d’étude qui se déroule le 13 novembre 2002. À l’exception des soins d’urgence qui ont été assurés comme s’il s’agissait de congés fériés, de nombreuses chirurgies et de nombreux rendez-vous médicaux ont alors été reportés partout dans les établissements de santé de la province. Cet événement est organisé en réaction à l’adoption d’une loi d’exception par l’Assemblée nationale, soit la *Loi visant la prestation continue de services médicaux d’urgence*, L.Q. 2002, ch. 39, qui, selon la Fédération, remet en cause la liberté professionnelle des médecins. La Fédération organise ensuite deux autres journées d’étude semblables, soit les 2 décembre 2002 et 16 janvier 2003, selon le même modèle et avec les mêmes conséquences. Nelida Flores Bendezu, la personne désignée en l’instance, devait subir une opération le 13 novembre. Puisqu’à cette date son docteur prévoyait participer à la journée d’étude organisée par la Fédération, l’hôpital avise Mme Bendezu le 12 novembre que son opération est annulée et remise à plus tard en raison de l’absence de son médecin. Elle prétend que cette attente supplémentaire lui a causé du stress et des douleurs.

En octobre 2003, le Conseil pour la protection des malades intente un recours collectif contre la Fédération lui reprochant d’avoir organisé trois journées d’étude qui ont entraîné des reports et des annulations de chirurgies et d’examen préalables aux chirurgies. Il allègue que la Fédération savait que les médecins spécialistes avaient le devoir de prodiguer des soins à leurs patients au cours de ces trois jours, en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ, ch. C-12, de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, RLRQ, ch. S-4.2, et du *Code de déontologie des médecins*, mais elle les a incités à ne pas respecter cette obligation. Le Conseil réclame à la Fédération la somme de 7 500 000\$ en dommages-intérêts moraux et exemplaires pour les membres du groupe visé par le recours collectif.

Le 9 décembre 2010
Cour supérieure du Québec
(Le juge Trudel)
[2010 QCCS 6094](#)

Recours collectif accueilli en partie : Fédération condamnée à payer au Conseil une somme de 2 500 000\$ à titre de dommages moraux et une somme de 2 000 000\$ en dommages exemplaires

Le 10 mars 2014
Cour d’appel du Québec (Montréal)
(Les juges Pelletier, Morin et Fournier)
[2014 QCCA 459](#)

Appel accueilli en partie : nombre de membres du groupe réduit et condamnation fixée en conséquence à 837 750\$; condamnation pour dommages exemplaires annulée

Le 9 mai 2014
Cour suprême du Canada

Demande d’autorisation d’appel déposée

Le 5 juin 2014
Cour suprême du Canada

Demande d’autorisation d’appel incident déposée

35904 Jessica Walker v. Digital Shape Technologies Inc., Radomir Nikolajev
(Que.) (Civil) (By Leave)

Civil procedure – Preliminary exceptions – Improper use of procedure – Action in damages by employer against former employee alleging defamation and breach of contractual obligations and duty of loyalty – Motion to dismiss action for improper use of procedure dismissed – Whether courts erred as regards applicable burden of proof –

Whether quantum of damages claimed can be considered and, if claim excessive, reduced – *Code of Civil Procedure*, CQLR c. C-25, arts. 54.1 *et seq.*

In 2008 and 2012, the applicant Ms. Walker was employed by the respondent Digital Shape Technologies Inc., whose president and sole director was the respondent Mr. Nikolajev. On April 16, 2012, she anonymously published a comment about her employer on the RateMyEmployer.ca website. A second comment appeared on the site the next day, but Ms. Walker denied writing it. On December 12, 2014, the respondents instituted an action against Ms. Walker. They alleged that she had published false and defamatory comments, and they argued that she had breached her contractual obligations and her duty of loyalty to her employer. They each claimed \$50,000 in compensatory damages and \$25,000 in punitive damages. Before filing her defence, Ms. Walker examined Mr. Nikolajev. She subsequently served a motion under arts. 54.1 to 54.3 C.C.P. seeking the dismissal of the action and, in the alternative, a reduction in the quantum of damages claimed. The Superior Court dismissed Ms. Walker's motion and the Court of Appeal affirmed that decision.

October 25, 2013
Quebec Superior Court
(Brossard J.)
[2013 QCCS 5542](#)

Motion to dismiss proceedings dismissed

November 22, 2013
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Bich J.A.)
[2013 QCCA 2038](#)

Motion for leave to appeal allowed

March 27, 2014
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Duval Hesler C.J. and Doyon and Léger JJ.A.)
500-09-024010-134; [2014 QCCA 682](#)

Appeal dismissed

May 26, 2014
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

35904 Jessica Walker c. Technologies Digital Shape inc., Radomir Nikolajev
(Qc) (Civile) (Autorisation)

Procédure civile – Moyens préliminaires – Abus de procédure – Recours en dommages-intérêts d'un employeur à l'encontre de son ex-employée, alléguant diffamation et contraventions aux obligations contractuelles et au devoir de loyauté – Requête en rejet d'action au motif d'abus de procédure rejetée – Les tribunaux ont-ils commis une erreur quant au fardeau de preuve applicable? – Le quantum des dommages-intérêts réclamés peut-il être considéré et, si la réclamation est excessive, réduit? – *Code de procédure civile*, RLRQ ch. C-25, art. 54.1 et suiv.

En 2008 et 2012, la demanderesse, Mme Walker, occupe un emploi chez l'intimée, Technologies Digital Shape inc., dont l'intimé, M. Nikolajev, est le président et administrateur unique. De manière anonyme, elle publie le 16 avril 2012 un commentaire concernant son employeur sur le site Internet RateMyEmployer.ca. Un deuxième commentaire apparaît sur le site le jour suivant, mais Mme Walker nie en être l'auteur. Le 12 décembre 2014, les intimés intentent un recours contre Mme Walker. Ils lui reprochent la publication de commentaires faux et diffamatoires, et soutiennent que Mme Walker a enfreint ses obligations contractuelles et son devoir de loyauté envers son employeur. Ils réclament 50 000 \$ chacun à titre de dommages-intérêts compensatoires, et 25 000 \$ chacun à titre de dommages-intérêts punitifs. Avant de produire sa défense, Mme Walker interroge M. Nikolajev. Par la suite, elle signifie une requête en vertu des art. 54.1 à 54.3 C.p.c. par laquelle elle demande le rejet de l'action et, subsidiairement, une réduction du montant des dommages-intérêts réclamés. La Cour supérieure rejette

la requête de Mme Walker et la Cour d'appel confirme la décision.

Le 25 octobre 2013
Cour supérieure du Québec
(Le juge Brossard)
[2013 QCCS 5542](#)

Requête en rejet des procédures rejetée

Le 22 novembre 2013
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(La juge Bich)
[2013 QCCA 2038](#)

Requête pour permission d'appeler accueillie

Le 27 mars 2014
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(La juge en chef Duval Hesler et les juges
Doyon et Léger)
500-09-024010-134; [2014 QCCA 682](#)

Appel rejeté

Le 26 mai 2014
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

35903 Percy Cain v. Her Majesty the Queen
(N.S.) (Criminal) (By Leave)

Criminal law – Appeal – Evidence – Whether the trial judge erred regarding the evidence – Whether there are any issues of public importance raised.

The applicant was convicted of break and enter. A sentence of five years' imprisonment was imposed. The Court of Appeal dismissed the appeal from conviction. The Court of Appeal granted leave to appeal the applicant's sentence and the sentence appeal was dismissed.

June 14, 2013
Nova Scotia Provincial Court
(Sherar P.C.J.)

Conviction for break and enter

June 27, 2013
Nova Scotia Provincial Court
(Sherar P.C.J.)

Sentence of five years' imprisonment imposed

March 20, 2014
Nova Scotia Court of Appeal
(Saunders, Beveridge, Bryson JJ.A.)
2014 NSCA 26
<http://canlii.ca/t/g67kq>

Appeal from conviction dismissed; leave to appeal sentence granted; sentence appeal dismissed

May 1, 2014
Supreme Court of Canada

Miscellaneous motions and application for leave to appeal filed

35903 Percy Cain c. Sa Majesté la Reine

(N.-E.) (Criminelle) (Autorisation)

Droit criminel – Appel – Preuve – Le juge du procès a-t-il commis une erreur relativement à la preuve? – Y a-t-il des questions d'importance pour le public qui ont été soulevées?

Le demandeur a été déclaré coupable d'introduction par effraction. Une peine d'emprisonnement de cinq ans a été infligée. La Cour d'appel a rejeté l'appel contre la déclaration de culpabilité. La Cour d'appel a autorisé l'appel contre la peine du demandeur et l'appel de la peine a par la suite été rejeté.

14 juin 2013
Cour provinciale de la Nouvelle-Écosse
(Juge Sherar)

Déclaration de culpabilité d'introduction par effraction

27 juin 2013
Cour provinciale de la Nouvelle-Écosse
(Juge Sherar)

Peine d'emprisonnement de cinq ans infligée

20 mars 2014
Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse
(Juges Saunders, Beveridge et Bryson)
2014 NSCA 26
<http://canlii.ca/t/g67kq>

Appel de la déclaration de culpabilité rejeté; appel de la peine autorisé : appel de la peine rejeté

1er mai 2014
Cour suprême du Canada

Diverses requêtes et demande d'autorisation d'appel, déposées

35899 Helen Kim v. Her Majesty the Queen
(Ont.) (Civil) (By Leave)

Charter of Rights and Freedoms – Criminal law – Defence – Self-defence – Whether the applicant's *Charter* rights were violated – Whether there are any issues of public importance raised.

The applicant was convicted of assaulting her husband. The applicant's sentence was a 12 month conditional discharge. The applicant's appeal from conviction and sentence was dismissed. Leave to appeal was dismissed by the Court of Appeal.

February 1, 2013
Ontario Superior Court of Justice
(Maund J.)

Conviction: assault; Sentence: 12 month conditional discharge with terms imposed

June 25, 2013
Ontario Superior Court of Justice
(Durno J.)
2013 ONSC 4333
<http://canlii.ca/t/fzfr5>

Applicant's appeal from conviction and sentence dismissed

December 17, 2013
Court of Appeal for Ontario
(Hoy A.C.J.O, Gillese and Strathy JJ.A.)

Leave to appeal dismissed

May 16, 2014
Supreme Court of Canada

Motion for an extension of time to serve and file the application for leave to appeal and application for leave to appeal filed

35899 Helen Kim c. Sa Majesté la Reine
(Ontario) (Civile) (Autorisation)

Charte des droits et libertés – Droit criminel – Moyen de défense – Légitime défense – Est-ce que les droits de la demanderesse garantis par la *Charte* ont été violés? – Est-ce que des questions d'importance pour le public ont été soulevées?

La demanderesse a été déclarée coupable de voies de fait contre son mari. La peine de la demanderesse était une absolution conditionnelle assortie d'une période de probation de 12 mois. L'appel interjeté par la demanderesse contre la déclaration de culpabilité et la peine prononcée a été rejeté. L'autorisation de pourvoi à la Cour d'appel a été refusée.

1er février 2013
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(Juge Maund)

Déclaration de culpabilité: voies de fait; Peine : absolution conditionnelle assortie d'une période de probation de 12 mois avec conditions imposées.

25 juin 2013
Cour supérieure de l'Ontario
(Juge Durno)
2013 ONSC 4333
<http://canlii.ca/t/fzfr5>

Appel interjeté par la demanderesse contre la déclaration de culpabilité et la peine, rejeté

17 décembre 2013
Cour d'appel de l'Ontario
(Juge Hoy A.C.J.O, Gillese et Strathy)

Autorisation de pourvoi refusée

16 mai 2014
Cour suprême du Canada

Requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la demande d'autorisation d'appel et demande d'autorisation d'appel, déposées

35973 Kris Rana v. Her Majesty the Queen in Right of the Province of Ontario
(Ont.) (Criminal) (By Leave)

Criminal law – Impaired driving – Driving “over 80” – Whether the trial judge erred in convicting the applicant – Whether the Court of Appeal erred in denying leave to appeal.

The applicant, Ms. Rana, was convicted of impaired driving and “over 80”. The “over 80” charge was conditionally stayed and Ms. Rana was sentenced to a \$1000 fine and a 12-month driving prohibition. Ms. Rana appealed her conviction, alleging various errors relating to the way in which her trial was conducted and to the judge’s findings and ultimate conclusions. Her appeal was dismissed, as was her application for leave to appeal to the Court of Appeal.

July 21, 2012
Ontario Court of Justice
(Bigelow J.)

Applicant convicted of impaired driving and “over 80”

March 3, 2014 Ontario Superior Court of Justice (Trotter J.) 2014 ONSC 1265	Appeal dismissed
March 17, 2014 Court of Appeal for Ontario (Blair J.A.)	Leave to appeal denied
June 9, 2014 Supreme Court of Canada	Motion for extension of time and application for leave to appeal filed
June 16, 2014 Supreme Court of Canada	Motion for stay of execution of driving prohibition filed
August 12, 2014 Supreme Court of Canada	Motion to appoint counsel filed

35973 Kris Rana c. Sa Majesté la Reine du chef de la province de l'Ontario
(Ontario) (Criminelle) (Autorisation)

Droit criminel – Conduite avec facultés affaiblies – Conduite avec une alcoolémie supérieure à « 0,08 » – Le juge du procès a-t-il commis une erreur en déclarant la demanderesse coupable? – La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en refusant l'autorisation de pourvoi?

La demanderesse, Madame Rana, a été déclarée coupable de conduite avec facultés affaiblies et conduite avec une alcoolémie supérieure à « 0,08 ». L'accusation d'alcoolémie supérieure à « 0,08 » a fait l'objet d'un arrêt conditionnel des procédures et Madame Rana a été condamné à une amende de 1000 \$ et une interdiction de conduire pendant une période de 12 mois. Madame Rana a interjeté appel de la déclaration de culpabilité en raison de diverses erreurs relatives à la manière dont le procès a été mené et aux conclusions du juge. L'appel a été rejeté et l'autorisation de pourvoi à la Cour d'appel a été refusée.

21 juillet 2012 Cour de justice de l'Ontario (Juge Bigelow)	Demanderesse déclarée coupable de conduite avec facultés affaiblies et conduite avec une alcoolémie supérieure à « 0,08 »
3 mars 2014 Cour supérieure de justice de l'Ontario (Juge Trotter) 2014 ONSC 1265	Appel rejeté
17 mars 2014 Cour d'appel de l'Ontario (Juge Blair)	Autorisation de pourvoi refusée
9 juin 2014 Cour suprême du Canada	Requête en prorogation du délai et demande d'autorisation d'appel déposées
16 juin 2014 Cour suprême du Canada	Requête en sursis d'exécution de l'interdiction de conduite déposée

12 août 2014
Cour suprême du Canada

Requête en nomination de procureur déposée

35984 **Roberto Amato v. Her Majesty the Queen**
(Que.) (Criminal) (By Leave)

Criminal law – Megatrial.

The applicant is facing charges related mainly to laundering proceeds of crime and criminal organization offences. He was arrested on November 3, 2009 as part of a police investigation called Operation Diligence and is one of several co-accused who are to be tried before a jury.

June 26, 2014
Quebec Superior Court
(Champagne J.)

Judgment rendered

July 31, 2014
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

35984 **Roberto Amato c. Sa Majesté la Reine**
(Qc) (Criminelle) (Autorisation)

Droit criminel – Mégaprocès.

Le demandeur fait face à des accusations ayant principalement trait au recyclage des produits de la criminalité et au gangstérisme. Arrêté le 3 novembre 2009 dans le cadre d'une enquête policière appelée « Opération Diligence », le demandeur figure parmi plusieurs coaccusés qui doivent subir leur procès devant jury.

Le 26 juin 2014
Cour supérieure du Québec
(Le juge Champagne)

Jugement.

Le 31 juillet 2014
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée.

Supreme Court of Canada / Cour suprême du Canada :
comments-commentaires@scc-csc.ca
(613) 995-4330